

# Global Electrification

## Newsletter: Géopolitique de l'Electricité

☞ Nos études se retrouvent sur  
[www.geopolitique-electricite.fr](http://www.geopolitique-electricite.fr)

Directeur de la Publication:

Lionel Taccoen

Tél : 0660469030

Rédactrice en chef :

Emma Legrand

N° 25 - septembre 2012

### La Chine et l'électrification de l'Afrique Subsaharienne

*Où est passé EDF ? Notre champion national, qui s'est largement répandu au-delà de nos frontières semble avoir gommé l'Afrique de ses planisphères... malgré une notable croissance économique du continent.*

*L'électricité est un aspect caractéristique d'une situation générale. Un rapport des douanes françaises (11 mai 2012), malheureusement passé inaperçu, notait « les parts de marché chinois croissaient de façon exponentielle en Afrique...au détriment des autres pays, notamment la France » Pas de chance ! L'Afrique reste une des dernières régions du monde où notre commerce extérieur est bénéficiaire !*

*La Françafrique, tant critiquée, va-t-elle relever de l'archéologie ? La Chine est devenue le premier partenaire commercial. L'étude de la politique chinoise vis-à-vis de l'électrification africaine est une remarquable clef pour comprendre la stratégie générale de l'Empire du Milieu.*

*Ils envoient leurs industriels .Nous envoyons nos ONG. Il nous faut, déjà, oublier l'Afrique de l'an 2000.*

## La Chine en Afrique Subsaharienne : Une stratégie électrique

*Le site web « Forum sur la coopération sino-africaine », émanation du Gouvernement de Pékin est un remarquable guide pour sélectionner les pays à étudier.<sup>1</sup>  
Nous avons choisi :*

*-Un pays considéré par les Chinois comme très important : l'Ethiopie*

*Contrairement aux idées reçues, ici très peu de matières premières à importer. La stratégie chinoise est-elle plus subtile que l'on pourrait le croire ?*

*Nous pensons que le « cas éthiopien » devrait être enseigné dans les cours de géopolitique !*

*-Un pays considéré par les Chinois comme moyennement important : le Congo-Brazzaville.*

*-Deux pays où la Chine se positionne pour l'avenir : le Tchad et la République Centrafricaine.*

*On note que les trois derniers relèvent de l' (ex ?) Françafrique.*

<sup>1</sup> Une version en français : [www.focac.org/fra/](http://www.focac.org/fra/)

## I) Ethiopie : la Révolution Electrique

### Un homme rude pour un pays rude.

L'Ethiopie est un pays deux fois plus étendu que la France et compte environ 90 millions d'habitants.

Le 2 septembre 2012 les Ethiopiens ont enterré Meles Zenawi, leur dirigeant depuis vingt et un an. Son respect des Droits de l'Homme n'était pas parfait mais le régime qu'il a instauré n'est pas une dictature odieuse. Disons qu'il s'agit d'une démocratie musclée. C'est ainsi que les élections générales de 2010 se sont déroulées dans un climat apaisé, sans violences marquées. Néanmoins, le parti au pouvoir a bien profité de sa position. Le rapport de la mission d'observation de l'Union Européenne, qui pointait des irrégularités a été qualifié de « torchon sans intérêt » par le défunt Premier Ministre.

Meles Zenawi était arrivé au pouvoir en 1991. Le pays était exsangue, sortant d'une dictature stalinienne et d'une sanglante guerre civile. Les dix premières années furent marquées par la stabilisation d'un pays multiethnique où une majorité de Chrétiens orthodoxe côtoie une forte minorité musulmane. La fin du XX<sup>ème</sup> Siècle connut une guerre avec l'Erythrée confortant l'indépendance de cette nation.

Il y a dix ans, Meles Zenawi a enfin pu lancer son pays dans une expansion économique rapide. Le but : éradication de la misère et la pauvreté. Il choisit plusieurs axes d'actions: l'instruction, les routes et l'électrification. Le Gouvernement mène cette politique avec une main de fer.

Helen Clark est la première femme Administrateur du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Elle fut nommée en 2009. Précédemment Premier Ministre travailliste de Nouvelle Zélande, elle laissa une réputation d'excellence à la fois dans le domaine de l'économie et celui de l'environnement

Voici ce qu'elle déclare le 8 décembre 2011 au sujet de l'Ethiopie<sup>2</sup> :

« L'Ethiopie a enregistré une impressionnante croissance économique à deux chiffres ces dix dernières années ». Elle salue l'adoption par le pays d'une « Stratégie pour une Economie Verte et de lutte contre le Réchauffement Climatique » et remercie le gouvernement de choisir le Programme des Nations Unies pour le Développement comme Administrateur par intérim de cette Stratégie nationale pour une Economie Verte.

Le Rapport commun de l'Ethiopie et des Nations Unies concernant les Objectifs de Développement du Millénaire fournit des résultats spectaculaires<sup>3</sup> :

-le taux de scolarisation est passée en vingt ans de 45% à plus de 90% aujourd'hui .Fait remarquable, le taux est pratiquement égal pour filles et garçons.

-le taux de mortalité infantile est passé, pour la même période, de 150 pour mille à 77 aujourd'hui.

-l'espérance de vie est passée de 52 ans à plus de 59 ans de l'an 2000 à 2011.

Pour sa part, la Banque Africaine de Développement (BAD) indique :

« L'Ethiopie a considérablement progressé sur la voie du développement social et humain. Elle est l'un des rares pays d'Afrique subsaharienne à enregistrer des avancées rapides vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement... Le chômage des jeunes (27%) reste un problème majeur ».

*Malgré de tels progrès, la pauvreté et la misère étaient telles que l'une et l'autre sont loin d'être disparues. Le Rapport commun UNDP-Gouvernement indique que le 1/4 de la population souffre de déficiences alimentaires, entraînant un poids plus bas que la normale pour 40% des enfants (2009/2010).*

*Il est clair que la révolution économique éthiopienne n'est qu'à ses débuts. Par sa rapidité, elle rappelle le processus chinois. Une autre similitude est la priorité donnée à l'électricité.*

### L'électricité comme stratégie économique et politique.

***La stratégie électrique est une composante majeure de la politique intérieure et extérieure de l'Ethiopie. La production d'électricité doit permettre une rapide expansion économique. Elle doit générer des exportations importantes vers les Soudans et le Kenya.***

***Pour cela, il est nécessaire d'équiper une part notable du potentiel hydro-électrique de pays, estimé à 45 000 MWe, équivalent aux 2/3 du parc nucléaire d'EDF.***

Lors des funérailles de Meles Zenawi, le Président Ougandais, Yoweri Museveni a fait son éloge en indiquant que sous sa direction, la capacité du parc électrique éthiopien était passée « de 300 à 2100MWe ». La

<sup>2</sup> PNUD Communiqué de Presse. 8/12/2011

<sup>3</sup> Ethiopia : 2010 MDG's Report. UNDP et Ethiopia Federal Government.

révolution électrique a permis de desservir près de la moitié des villages contre 8% il y a vingt ans. La longueur des lignes de haute et moyenne tension a été multipliée par onze. Le nombre d'abonnés domestiques est passé de 800 000 en 2005 à deux millions aujourd'hui.

Et ce n'est pas fini. Le parc électrique devrait être de 10 000 MWe (soit l'équivalent de six réacteurs EPR) en 2016, à la suite de projets connus et dont le financement est ou devrait être assuré. Les Ethiopiens n'ont estimé que leur potentiel hydroélectrique à 45 000MWe, les possibilités éoliennes à 10 000MWe, le solaire à 5000 MWe auxquels s'ajoutent quelques sites géothermiques.

Ils visent un parc électrique de 37 000MWe en 2037, essentiellement hydroélectrique.

Dès aujourd'hui, l'Éthiopie vend de l'électricité à Djibouti et s'apprête à fournir du courant au Kenya et aux deux Soudans.

Le choix de l'hydroélectricité est le résultat de la géographie. Le pays est montagneux et, en moyenne assez arrosé. On touche là une faiblesse du programme éthiopien : en 2008 et 2009, des coupures d'électricité ont perturbé Addis Ababa à la suite d'une sécheresse. Cependant la multiplication des barrages dans des régions différentes et l'augmentation des capacités amoindrissent nettement ces difficultés.

Les centrales thermiques resteront marginales. Le pays, même s'il dispose d'un potentiel de ressources énergétiques (charbon, gaz naturel et pétrole) importe pour le moment près de deux milliards de \$ par an d'hydrocarbures.<sup>4</sup>

Jusqu'en l'an 2000, le parc électrique reposait principalement sur deux centrales hydrauliques : Finchaa (134 MWe) mise en service en 1973, et Melka Wakena (153 MWe), construit avec l'aide soviétique et mise en service en 1984.

Les deux premières réalisations de l'ère Meles Zenawi furent les barrages de Tis Abbay II (74 MWe) sur le Nil Bleu et Gilgel Gibe I sur l'Omo (184MWe) mis en service en 2001 et 2004. Ces deux ouvrages furent soutenus par les Européens. La France aida Tis Abbay II et Gibe I fut financé à hauteur de 41 millions d'euros par la Banque Européenne d'Investissements. La Banque Mondiale débloqua un prêt de 200 millions de \$ pour Gibe I.

Ensuite vinrent les barrages Gilgel Gibe II (sur la rivière Omo, 420MWe) et Tana Beles (400MWe) près du Lac Tana (Bassin du Nil), fruits de la coopération avec l'Italie et avec son aide financière. La firme italienne Salini fut chargée de la construction. La Banque Européenne d'Investissement (BEI) prêta 50 millions d'euros pour Gilgel Gibe II. Ces deux ouvrages sont en fonctionnement.

## L'affrontement avec les ONG occidentales

En 2005, le gouvernement éthiopien publia un plan d'électrification de 25 ans. La stratégie du pays, utiliser le remarquable potentiel hydroélectrique du pays pour son économie et l'exportation, apparut clairement. De nombreuses ONG occidentales se mobilisèrent alors contre les multiples projets de barrages.

*Le texte le plus caractéristique est le Rapport « The Gilgel Gibe Affair » émis en 2008 par plusieurs ONG, appuyées par un certain nombre d'autres et financée par la Commission Européenne et le Gouvernement néerlandais<sup>5</sup>. Il vise l'ensemble du plan éthiopien, en critiquant plus précisément les barrages de la vallée de l'Omo (la série des barrages « Gilgel Gibe »).*

Il a été publié sous l'égide de CEE Bankwatch (ONG européenne), d'International Rivers (USA), et de « La Campagna per la Riforma della Banca Mondiale » (Italie) avec l'appui d'organisations aussi diverses que les Amis de la Terre (France), Urgewald et Weed (Allemagne), ENDS (Pays Bas), Bretton Woods Project (Royaume Uni).

*Le texte est un véritable réquisitoire contre la politique éthiopienne de l'électricité. Non seulement il met en cause l'impact environnemental des projets, mais il émet des réserves sur les choix fondamentaux des Ethiopiens : priorité à l'hydroélectricité, et décision de créer « un seul réseau d'électricité centralisé ». On notera qu'à cette époque l'Union Européenne dans ses documents officiels préconisait pour l'Afrique une organisation décentralisée de la fourniture de courant en excluant l'existence de grands réseaux comme en Europe.*

<sup>5</sup> « An independent study about the Gilgel Gibe hydroelectrical projects in Ethiopia » Bankwatch and International Rivers 2008.

*Allant encore plus loin, le texte ci-dessus mettait en doute la nécessité de construire un tel nombre de barrages, en avançant que le pays en 'avait pas la possibilité d'utiliser autant d'électricité. Et de dénier l'intérêt de l'Éthiopie d'exporter du courant, en particulier vers le Kenya.<sup>6</sup>*

L'action des ONG eut des résultats concrets. La Banque Européenne d'Investissements multiplia les conditions de prêts, puis se retira prétextant que les Éthiopiens avaient trouvé d'autres financements. La Banque Mondiale se détourna des projets de barrage préférant financer les réseaux électriques. Le gouvernement italien, attaqué en justice, s'abstint de nouveaux prêts. La Banque Africaine de Développement, qui utilise des financements d'origine occidentale, se montra réticente. Dans ce dernier cas, l'hostilité, à l'époque, de l'Égypte, du Soudan et du Kenya a probablement joué. Ces projets avaient un impact sur un sujet géopolitique brûlant : l'utilisation des eaux du Nil, comme on l'exposera en détail plus loin.

### **La colère du Premier Ministre Meles Zenawi**

Sur les questions d'environnement, et plus précisément climatique, le Premier Ministre fut toujours très clair<sup>7</sup> : le réchauffement climatique a été provoqué par les pays industrialisés. La responsabilité de l'Afrique n'est pas en cause. Il serait juste que les nations riches indemnisent l'Afrique pour les dégâts qu'elle pourrait subir.

Les ONG occidentales, dont une liste non exhaustive a été fournie ci-dessus<sup>8</sup>, provenaient de pays dont la consommation d'électricité par habitant est cent fois plus élevée qu'en Éthiopie et dont les nationalités composaient un panel presque parfait des ex-colonisateurs de l'Afrique. Ces caractéristiques, qui semblent avoir échappé à leurs membres, additionnées du fait qu'elles tentaient de s'immiscer dans la politique intérieure et extérieure éthiopienne en s'opposant à un des ses axes fondamentaux, provoquèrent la fureur du gouvernement d'Addis Ababa. Cette intrusion dans les choix d'une nation souveraine fut considérée comme inadmissible. Une expression fort adoucie des réactions fut la phrase de Meles Zenawi prononcée en août 2010, alors que les ONG pensaient avoir asséché le financement du barrage Gilgel Gibe III:

« [Les ONG occidentales] ne veulent pas que l'Afrique se développe, elles veulent que nous restions sous-développés et arriérés pour servir de musée à leurs touristes ».

Puis il annonça que les programmes d'électrification continueraient, si nécessaire sur seuls fonds éthiopiens. Mais déjà, il avait trouvé un allié : la Chine.

### **Les Chinois à la rescousse.**

Les ONG occidentales étaient parvenues à tarir les financements *européens ou de la Banque Mondiale* concernant les barrages éthiopiens, et pourtant le programme de construction s'est poursuivi imperturbablement. Que s'est-il passé ? Les Éthiopiens trouvèrent d'autres financements. Plus précisément les Chinois, arrivés au bon moment. Cela ne sera pas oublié.

Il est difficile de mesurer exactement l'aide chinoise. L'ONG canadienne « Probe International » qui se veut « appliquer l'analyse économique et scientifique » aux défis de l'environnement, avoue sa perplexité. Les Chinois ont, officiellement, prêté 40 millions de \$ pour la construction du barrage de Tekeze (300 MWe) sur un coût total de 224 millions de \$. Or des sources taïwanaises indiquent que l'ouvrage a été *entièrement financé* par la Chine. « Les analystes de la Banque Mondiale [estiment]...que l'on connaît mal la valeur des financements chinois dans la construction des infrastructures en Afrique. » En tout état de cause, Tekeze a été construit par les Chinois.

Malgré toutes les actions des ONG occidentales, le gigantesque barrage Gilgel Gibe III, sur la rivière Omo sera terminé en 2013. Lorsqu'il atteindra sa puissance de 1870MWe (un peu plus qu'une centrale nucléaire EPR), il sera l'un des plus importants d'Afrique<sup>9</sup>. Son coût est estimé à 1,5 milliard d'euros.

La firme italienne Salini, très présente en Éthiopie, est responsable du chantier, mais la firme chinoise Dongfang<sup>10</sup> installera les turbines et les composants électriques. Elle bénéficie d'un prêt chinois de 470 millions de \$.

### **Le coup de force éthiopien : le Barrage Renaissance (6000MWe)**

<sup>6</sup> « La demande domestique ne demande pas un tel énorme potentiel...l'énergie sera exportée vers le Kenya et de ce fait le projet ne peut être considéré comme favorisant la lutte contre la pauvreté » § 4.5 du rapport. C'est oublier les terribles problèmes électriques du Kenya !

<sup>7</sup> ONG Climate Institute "An Ethiopian perspective par George Effie-2009.

<sup>8</sup> On ajoutera Survival, Bread of the world, Human Rights Watch...il y en a bien d'autres.

<sup>9</sup> Il sera dépassé par les barrages d'Assouan (Égypte) et de Cabora Bassa (Mozambique)

<sup>10</sup> Dongfang a, schématiquement, les mêmes domaines d'activité qu'Alstom

Le 2 avril 2011, le Premier Ministre Meles Zenawi a posé la première pierre d'un gigantesque ouvrage : le plus grand barrage hydroélectrique d'Afrique, deux fois Assouan, le Barrage Renaissance. D'une puissance installée de 5200 à 6000 MWe (plus de trois EPR !), il doublera à lui seul en 2014 ou 2015, la capacité du parc électrique éthiopien. Situé à la frontière soudanaise, il est construit sur le Nil Bleu. Conforme à la stratégie éthiopienne, il pourra alimenter le pays mais aussi le Soudan.

*Le secret avait été bien gardé.* Le 31 mars 2011, le projet est rendu public. Immédiatement un contrat, naturellement préparé à l'avance, est signé avec la firme italienne Salini, omniprésente en Ethiopie. Les travaux commencent sur le champ après la pose de la première pierre le 2 avril 2011.

Pourquoi ce secret ? Pourquoi cette précipitation ?

*Il existe un Traité international, datant de l'époque coloniale qui donne à l'Egypte des droits importants sur les eaux du Nil et en particulier un droit de veto sur les barrages de son bassin. L'Ethiopie l'avait déjà ignoré pour le modeste ouvrage de Tana Beles. En 2010, le Président Moubarak avait tempêté, parlant de « guerre de l'eau » et intervenant sans succès auprès du Premier Ministre italien, Berlusconi, pour qu'il remette en cause son financement.*

La révolution arabe chasse Moubarak le 11 février, mais la Place Tahrir reste agitée... bref le pouvoir politique égyptien à beaucoup d'autres chats à fouetter.

Le Gouvernement éthiopien a saisi l'occasion. L'Egypte est hors jeu. En avant toute pour la pièce maîtresse du programme électrique ! Le coup de force est préparé début 2011 alors que Moubarak vacille. Dès avril, les bulldozers commencent leur ronde infernale sur le site du Barrage Renaissance. Le Caire, tout à ses manifestations, ne réagit pas.

Le coût du barrage est estimé à 4,8 milliards de \$. Le Gouvernement éthiopien clame que le financement sera entièrement éthiopien. Il invite tous les citoyens à souscrire à un emprunt consacré au barrage.

Notre avis est qu'il est possible que le schéma de financement du Barrage Renaissance soit le même que celui de Gilgal III : la firme chargée des turbines et du matériel électrique serait alors le chinois Dong fang. Le projet bénéficierait alors d'un prêt chinois correspondant à cette part du projet.

Notre avis est aussi que l'aide chinoise restera un secret d'Etat tant que les discussions avec l'Egypte ne seront pas closes.

Nous ajouterons que le Barrage Renaissance est certainement très rentable. Une fois irréversible, il pourrait trouver facilement des investisseurs aujourd'hui silencieux...

## **Le partage des eaux du Nil. La victoire annoncée de l'Ethiopie**

Ainsi un Traité d'origine britannique donnait à l'Egypte une priorité sur les eaux du Nil. En particulier, ce pays devait donner son accord à tout projet hydroélectrique en amont.

Depuis plusieurs années, un nouveau projet de Traité, discuté dans le cadre du « Nile Basin Initiative » tente de remettre en cause ces dispositions. Le Gouvernement éthiopien a profité de la révolution arabe et de l'affaiblissement du pouvoir au Caire pour pousser les feux. Le nouveau Traité a été signé par plusieurs pays, Ouganda, Kenya, Rwanda, Tanzanie, Burundi et naturellement Ethiopie. Deux pays restaient fermement opposés : le Soudan et l'Egypte. Profitant toujours de la révolution arabe égyptienne, l'Ethiopie a ouvert des discussions bilatérales avec le Soudan. Le 8 mars 2012, le Président de ce pays, Omar al-Bashir a annoncé que désormais, il soutenait la construction du gigantesque barrage Renaissance, sur le Nil Bleu. Avait-il le choix ? Désormais, il y a deux Soudans. Pouvait-il courir le risque d'une alliance Sud Soudan-Ethiopie, deux nations majoritairement chrétiennes ? Le jour même de l'arrivée au pouvoir du nouveau Président égyptien, Mohamed Morsi, le Sud Soudan est devenu membre du « Nile Basin Initiative »

Ainsi, les Ethiopiens ont isolé l'Egypte, et dans les faits, vidé de sa substance le Traité qui donnait à ce dernier pays des droits particuliers sur le Nil. Ne voulant pas humilier les Egyptiens et souhaitant fournir une porte de sortie, Meles Zenawi s'est rendu en Egypte en septembre 2011. Il a offert le gel de la ratification du nouveau traité étudié dans le cadre « Nile Basin Initiative ». Il a proposé aux Egyptiens de se joindre aux négociations. Naturellement il n'a pas annoncé le gel des travaux du Barrage Renaissance !

Meles Zenawi est mort et il y a un nouveau pouvoir au Caire. Mais, pour l'Egypte, il est trop tard. Les Ethiopiens construiront leurs barrages, avec ou sans son accord.

Les Egyptiens vont devoir admettre que le Nil n'est pas seulement leur fleuve et que l'ancien Traité, imposé par la puissance coloniale aux peuples en amont est caduc.

## **L'influence de l'Occident en berne**

L'influence politique occidentale passe essentiellement par l'aide au développement. Celle-ci provient des gouvernements et d'institutions comme la Banque Européenne d'Investissements ou la Banque Mondiale. L'action des ONG occidentales ayant empêché ces financements, l'influence occidentale a reculé.

### **Global Electrification**

General Secretary: Lionel Taccoen

[taccoen.lionel@numericable.fr](mailto:taccoen.lionel@numericable.fr)

21, rue d'Artois - F-75008 Paris

La Banque Européenne d'Investissements a tenté un rétropédalage dans un communiqué alambiqué le 19 juillet 2010.<sup>11</sup> La Banque « réaffirme son grand intérêt pour le secteur de l'énergie [éthiopien] et sa volonté de continuer à y soutenir des projets ... [mais] le promoteur [l'Éthiopie] a trouvé d'autres sources de financements » En conséquence la Banque « a mis fin à sa participation ». Aucune allusion aux attermoissements et aux retards dus au lobbying des ONG.

La Banque Mondiale fait mieux .Elle finance la ligne à haute tension qui permettra d'exporter le courant d'Éthiopie au Kenya, feignant d'ignorer que l'électricité proviendra surtout du barrage Gilgel Gibe III, qu'elle a refusé d'appuyer. Il faut bien tenter de revenir dans le circuit ! Hurllements des ONG devant ce revirement.

Le Kenya, qui apprécie cette électricité supplémentaire, a levé son opposition aux barrages du fleuve Omo.<sup>12</sup>

Les Institutions occidentales pourront toujours financer les projets de production géothermique<sup>13</sup>, politiquement corrects pour les ONG. Evidemment la géothermie n'est pas au cœur des préoccupations éthiopiennes ! Pour l'éolien et le solaire, il ne faudra pas oublier que l'étude du Plan correspondant a été confié aux Chinois (voir plus bas).

## L'amitié sino-éthiopienne

La Chine est intervenue dans des moments critiques du programme électrique, lorsque les financements occidentaux ont fait défaut. Cela ne sera pas oublié. L'amitié sino-éthiopienne existe.

*L'Éthiopie est un pays clef de la corne de l'Afrique. Très peuplé, encore largement en friche, son potentiel est très important et sa croissance économique est ...asiatique ! Son prestige dans le continent est grand et son influence est certaine. A part une courte présence italienne, elle n'a jamais été colonisée. Sa capitale, Addis Ababa, est le siège de l'Union Africaine. Voilà les véritables raisons de sa priorité pour la Chine.*

***De plus, ce qui se passe en Éthiopie préfigure la révolution électrique qui pourra se dérouler dans le Bassin du Congo lorsque la région sera pacifiée. Le potentiel hydroélectrique y est estimé à 100 000MWe, l'équivalent de plus de cinquante réacteurs EPR.***

On a noté la place de l'entreprise italienne Salini dans la construction des barrages éthiopiens, en particulier dans le projet phare « Renaissance ». Ceci en l'absence de financements italiens. L'Éthiopie ne négocie pas la maîtrise de ses projets.

Mais les hommes d'affaires chinois sont les bienvenus.

La Chine est le premier fournisseur avec 19,3% des importations, loin devant l'Arabie Saoudite avec son pétrole et l'Inde. Les Etats Unis, première puissance occidentale est quatrième avec 5,5% des fournitures suivie de l'Italie (4,3%) et l'Allemagne (2,1%). La France est au 15ème rang avec 1,6%<sup>14</sup>

Ces fournitures sont accompagnées d'investissements. Ainsi des fabricants de chaussures : Huajan va investir *deux milliards de \$* dans de gigantesques usines de chaussures au sud d'Addis Ababa à destination de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Les Chinois vont remplacer la vieille ligne de chemin de fer, construite par les Français, d'Addis Ababa à Djibouti, et ils la doubleront d'une route à péage.<sup>15</sup>

L'étude du Plan Solaire et Eolien éthiopien a été confiée à l'entreprise chinoise Hydro china avec l'appui financier du gouvernement de Pékin. En particulier, on précisera les conséquences sur le réseau électrique de l'utilisation de ces énergies vertes. La ferme éolienne d'Adama a reçu des financements chinois.

Le cœur de la stratégie électrique éthiopienne n'est pas oublié. Une étude du potentiel hydroélectrique du pays est menée par Hydro china pour le Ministère de l'Energie éthiopien. Et les détails de l'aide financière chinoise aux différents barrages ? Elle garde son mystère...mais elle existe !

## II)-République du Congo : au secours de la capitale

<sup>11</sup> «Clarification (sic) de la BEI sur sa participation au projet Gibe III»

<sup>12</sup> Déclaration de l'ambassadrice du Kenya, Monica Juma, The Ethiopian Herald 16/12/2011

<sup>13</sup> Via les Climate Investment Funds, liés à la Banque Mondiale

<sup>14</sup> Cf. Comtrade Nations Unies-2011

<sup>15</sup> China Daily

De 2003 à aujourd'hui, la capacité du parc électrique du pays a été multipliée par six (de 89MWe à 591MWe). La situation est loin d'être idyllique. Plus de la moitié des habitants des villes n'ont pas accès au réseau, ainsi que plus des 9/10 des ruraux. Néanmoins la situation s'est récemment améliorée. Elle est certainement un des facteurs du taux de croissance du pays (autour de 5%).

Les deux villes principales sont Brazzaville (1,5 millions d'habitants) à l'intérieur des terres (sur le fleuve Congo, en face de Kinshasa) et Pointe Noire (1,2 millions d'habitants) sur la côte. Ces deux pôles urbains sont distants par la route de 500km.

Des entreprises étrangères sont présentes dans le pays depuis de nombreuses années et les Chinois doivent en tenir compte. Le pays est exportateur de pétrole et le premier acteur étranger reste et de loin, Total suivi de plusieurs compagnies occidentales.

La croissance du parc électrique de ces dernières années est due en grande partie à la mise en service, fin 2011, d'une centrale à gaz de 300MWe à Pointe Noire. Elle est le résultat d'un partenariat avec la compagnie italienne ENI et sera alimentée à partir du champ pétrolier local de Mbondi.

### **Eclairer la capitale**

Les Chinois ont marqué des points en construisant la centrale hydroélectrique d'Imboulou (120 MWe) qui a délivré la capitale, Brazzaville, des fournitures aléatoires de la République Démocratique du Congo (Kinshasa)<sup>16</sup>. Elle a été mise en service fin 2011. Déjà en 2007, la Chine avait réhabilité le barrage de Moukoulou (74 MWe) ce qui avait fourni une aide précieuse à Pointe Noire, en attendant la centrale à gaz de l'ENI.

En mai 2012 le Président congolais Denis Sassou N'Guesso a posé la première pierre de la centrale électrique de Liouesso (19,2MWe). Il s'agit d'électrifier le nord est du pays, précisément la région de Ouesso, chef lieu du département de Sangha (200 000 hab.). Une entreprise chinoise construira le barrage, une autre le réseau de transport d'électricité correspondant.

### **Un des deux premiers partenaires commerciaux du pays**

La Direction Générale du Trésor française, dans une étude de septembre 2011 indiquait « Le Congo réalise 85% de ses échanges avec trois pays : Etats Unis, Chine et France ». En gros, un tiers avec les deux premiers, 12% avec la France. Notons qu'en 2011, la première destination du pétrole congolais (40% du total) a été la Chine.<sup>17</sup> Les entreprises de ce pays sont présentes dans de nombreux secteurs, du BTP à l'informatique.

Le 10 septembre 2012, le Forum sur la Coopération Sino-africaine a mis en ligne un court texte résumant la coopération entre les deux pays. Le point le plus important est la signature d'un mémorandum sur le financement des quartiers de Brazzaville sinistrés après l'explosion accidentelle de munitions. La promesse chinoise porte sur une somme de *un milliard de \$*. Le texte rappelle l'aide chinoise pour la couverture nationale en télécommunications (phase III, 68 millions de \$). Un crédit de 77 millions de \$ est ouvert pour la construction de la route Okoyo-frontière Gabon. Passons sur la construction de logements sociaux (70 millions de \$) pour terminer sur un accord de coopération scientifique entre l'Académie d'Agriculture Tropicale de Chine et le Centre de Recherches et d'Initiation des Projets de Technologies du Congo.

## **III) République Centrafricaine : au secours de la capitale (bis)**

Sur une superficie plus grande que la France, le pays ne compte que 4,5 millions d'habitants. De nombreuses régions du pays ne sont pas sûres, secouées par diverses rébellions, ou touchées par le banditisme et le braconnage. La situation est stabilisée autour de la capitale, Bangui et le Sud Ouest du pays.

La Société publique Enerca possède le monopole de fourniture d'électricité. Il y a environ 30 000 abonnés officiels auxquels il faut ajouter un nombre indéterminé et peut-être équivalent de branchements sauvages. Sur le papier Enerca possède un parc de centrales hydroélectriques et thermiques d'une puissance totale de 35MWe. Il est peu vraisemblable que le parc disponible dépasse la moitié de ce chiffre. A cela s'ajoute un nombre important de groupes électrogènes privés dont la capacité totale est peut-être égale au parc disponible d'Enerca.

<sup>16</sup> En provenance du barrage d'Inga, dont le fonctionnement ainsi que celui des lignes de transport d'électricité est peu fiable.

<sup>17</sup> Afriqinfos 12/4/2012 : les adieux d'un ambassadeur chinois.

Le réseau public coupe régulièrement le courant plusieurs heures par jour dans de nombreux quartiers de la capitale. Il faut ajouter des coupures imprévues. La situation financière d'Enerca est fort difficile. Les installations de la compagnie sont vétustes.

Au-delà de Bangui, la quasi-totalité de la population n'est pas desservie. En ville, les coupures de courant peuvent être dramatiques : le 3 août 2012, le Réseau Local des Journalistes pour les Droits de l'Homme signale que les pharmaciens de la capitale ont des difficultés à conserver des médicaments. Les rétablissements inopinés du courant sont la cause d'électrocutions quelquefois mortelles. Les entreprises sont obligées d'acheter des groupes électrogènes qui fournissent du courant à un prix élevé...elles doivent tenir compte de l'approvisionnement en pétrole de Bangui, qui n'est pas sans surprises. La situation peut varier d'un quartier à l'autre. La pénurie d'électricité a des conséquences sur le fonctionnement du réseau de distribution d'eau. Ce qui signifie qu'eau et électricité peuvent être coupées en même temps.

L'Union Européenne a financé un projet d'une dizaine de milliers de branchements sociaux (programme 2008-2012), mais le problème initial est le parc de production.

*C'est sur ce point que les Chinois sont intervenus.*

### **Chevalier blanc de la capitale**

Une part importante de l'électricité de Bangui vient de deux petites centrales hydrauliques nommées Boali 1 et 2, proches de la ville du même nom, situées à 95 km au Nord Ouest de la capitale.

En novembre 2011, ont commencé les travaux d'une troisième tranche, Boali 3. Ils devraient durer deux ans et ajouter une capacité de 10MWe, ce qui revient à augmenter de 50% la capacité *disponible* du parc électrique du pays. Ce projet devrait conduire à une amélioration nette de la fourniture d'électricité de la capitale. Le coût des travaux est estimé à 23 millions d'euros. Financement et construction sont assurés par la Chine.

### **Des permis de recherches pétrolières**

Parallèlement la compagnie pétrolière chinoise CNPC a obtenu une concession pour la recherche et l'exploitation de pétrole dans la Vakaga, autour de Birao (nord du pays)<sup>18</sup>. Il a fallu « sécuriser » la zone pour permettre les recherches exercées par la compagnie chinoise appuyée de Soudanais. En conséquence des soldats gouvernementaux ont été déployés. D'après certaines sources, des troupes tchadiennes les « aideraient ».

## **IV)-Tchad : au secours de la capitale (ter)**

Plus de deux fois étendu que la France, le pays compte environ onze millions d'habitants. Cette population a doublé en vingt ans. Le taux d'accès à l'électricité de la population est très faible : 3 à 4%. On estime (source chinoise)<sup>19</sup> que le pays possède un parc de centrales électriques *disponible* d'un peu plus de 50MW, dont la moitié pour la capitale (un million d'habitants). Une ville européenne de même population bénéficie en général d'un parc électrique cinquante fois plus important.

En province, la fourniture d'électricité est encore plus aléatoire. Si la ville d'Abéché (près de cent mille habitants) dispose d'un éclairage public électrique solaire (installé par les Chinois), les autres besoins (familles, administration et entreprises) sont « couverts » par deux groupes électrogènes de puissance totale très faible : 0,5MWe. Le premier groupe électrogène (le plus puissant) est réservé à l'administration. L'hôpital et l'aéroport ne sont alimentés que quelques heures par jour. La population est desservie de temps en temps car « la situation est catastrophique »<sup>20</sup>

La situation dans la capitale elle-même est très difficile. Les coupures d'électricité provoquent des coupures d'eau, car les forages utilisent des pompes électriques. Le matériel est vétuste. On retrouve les conséquences habituelles : branchements sauvages et groupes électrogènes.

Il existe un projet de construction d'une ligne électrique de 250 km qui permettrait d'alimenter N'Djamena à partir du barrage camerounais de Lagdo (72MWe). L'Union européenne a accepté de participer au financement. Mais ce barrage, (construit par les Chinois...) a été mis en service en 1986. Il a besoin d'être rénové et il le sera par l'entreprise « Chinese International Water and Electric Corporation ». Autrement dit la

<sup>18</sup> Les initiatives chinoises ne se limitent évidemment pas à l'énergie. Entre autres, on notera la construction d'un grand hôtel, d'un hôpital et des dons dans le domaine internet.

<sup>19</sup> Xinhua 7/7/2012

<sup>20</sup> Interview de M.A. Youssouf, chef d'exploitation de la compagnie d'électricité, la SNE, le 24/11/2011 dans le blog ActuTchad.



nouvelle ligne à haute tension ne devrait alimenter la capitale camerounaise que dans quelques années. Notons qu'il existe d'autres clients pour l'électricité de Lagdo, le Nigeria et le Cameroun lui-même.

### **Alimenter N'Djamena**

*Aussi lorsque le 11 juillet 2012 a été annoncé l'accord de l'Exim Bank de Chine de financer à hauteur de 130 millions de \$ le transport de l'électricité de la centrale de la raffinerie de Djarmaya à N'Djamena, un grand espoir est né dans la capitale tchadienne. Le Président Idriss Deby a annoncé que « dans huit mois » les coupures ne seraient plus qu'un souvenir ».*

Deux sociétés étrangères, la China National Petroleum Corporation (CNPC) et l'américaine Exxon sont présentes au Tchad pour le pétrole. Leur politique est différente. Exxon exporte sa production. Les Chinois ont construit une raffinerie à Djarmaya à 40 km au Nord de N'Djamena qui absorbe actuellement sa production. Par la suite, les Chinois souhaitent exporter également du pétrole via l'oléoduc actuellement utilisé par Exxon vers le Cameroun.

Une grosse fâcherie est survenue entre Chinois et Tchadiens au début du fonctionnement de la raffinerie (janvier-février 2012) à la suite d'un désaccord sur les prix des produits pétroliers raffinés. L'installation a même été stoppée. Un accord a finalement été trouvé. Deux ministres ont été renvoyés. Un ministre a été emprisonné et le directeur chinois expulsé.

Aujourd'hui, grâce à l'Exim Bank chinoise, N'Djamena va dans moins d'un an, être relié à un parc électrique trois fois plus puissant et il est, effectivement, possible que les coupures deviennent plus rares. Un énorme soulagement pour la population... et pour le pouvoir.

Les Chinois construisent le nouvel aéroport international et un centre industriel à Djarmaya, près de leur raffinerie. Désormais les relations paraissent au beau fixe.

La France n'est plus que le troisième partenaire commercial du Tchad derrière le Cameroun voisin et la Chine.

## **Quelques conclusions**

*1)-La Chine a considéré, dans son propre cas, que l'électrification était une des conditions majeures du décollage économique. En conséquence, elle estime que le développement du secteur électrique est une priorité pour l'Afrique.*

Les pénuries de courant électrique (absence de desserte ou coupures aléatoires) sont une plaie de l'Afrique subsaharienne. Manifestations et émeutes, quelquefois violentes, sont courantes. L'impact sur la santé (on imagine la situation d'un hôpital sans électricité : on opère à la lampe tempête, on accouche dans le noir), sur l'économie (entreprises mises au chômage, groupes électrogènes coûteux), sur la vie de tous les jours (eau coupée faute d'alimentation électrique des pompes, retour impromptu du courant provoquant des électrocutions...), et pour l'éducation.

*Cette priorité de l'électricité n'apparaît pas dans l'aide européenne.*

Prenons un exemple sur le terrain. En République Centrafricaine parmi les douze projets en cours de l'Agence Française de Développement, aucun ne se s'intéresse à l'électricité.<sup>21</sup> Aucun non plus dans les aides de l'Union Européenne<sup>22</sup> ..

Le Partenariat Afrique Europe pour l'Energie de la Commission européenne (PAEE) prévoit en dix ans (2010-2020) d'aider à la construction d'une capacité de 10 000 MWe hydroélectriques, 5000 MWe éoliens et 500 MWe solaires. On notera que l'Ethiopie, à elle seule équiperait 10 000 MWe hydro-électriques.

Plus généralement, la Commission européenne, milite pour une politique électrique basée sur des réseaux locaux décentralisés, ce qui, en Ethiopie et ailleurs est considéré comme farfelu.<sup>23</sup>

En conséquence, les aides européennes à l'électricité privilégient les microprojets, qui se diluent dans les vastes espaces africains sans impact global visible. Il y a quelques rares réalisations phares, comme les

<sup>21</sup> Agence Française de Développement –liste des projets-« Centrafrique »

<sup>22</sup> Délégation de l'Union Européenne en République Centrafricaine-Listes de projets

<sup>23</sup> Cette solution est naturellement acceptée sur place pour des régions isolées.

interconnexions Bénin-Togo ou Zambie-Namibie (Interconnexion Caprivi), ou quelques barrages comme celui Lom Pangar (120MWe, Cameroun), de Ruzizi (République Démocratique du Congo, 147 MWe), ou de Bujagali (250MWe en Ouganda). Ce dernier, qui devrait être terminé fin 2012, a fait l'objet de féroces critiques des ONG de défense de l'environnement. Il faut voir dans ces attaques fréquentes une raison supplémentaire. des rares projets européens importants.

***II)-Le but des Chinois est l'établissement de relations économiques durables et profondes.***

Comme le cas éthiopien le montre leur but dépasse un simple souci d'approvisionnement en matières premières. L'amélioration de la fourniture des grandes villes rend leur action visible, voire spectaculaire. Elle satisfait des populations importantes et leurs dirigeants.

***III) –Les Chinois n'interfèrent jamais dans les politiques nationales. Leur poids est tel aujourd'hui que l'influence occidentale, dont l'aide est généralement conditionnelle, est en nette diminution.***

Dans le domaine des Droits de l'Homme, l'impact est nettement négatif. Nous serons plus dubitatifs pour l'environnement. Nous avons noté les critiques acerbes des ONG occidentales en Ethiopie, où l'appui chinois est important. Cependant, on a remarqué le satisfecit pour ce même pays d'une responsable des Nations Unies, Helen Clark, dont la compétence ne peut être mise en route. Sur les insuffisances et les efforts chinois dans le domaine environnemental on se rapportera à un Rapport de l'Agence Française de Développement<sup>24</sup>

***IV)-Les interventions sont le fait des grandes entreprises chinoises. Ils envoient leurs industriels, nous envoyons nos ONG.***

L'aide chinoise implique l'intervention de grandes entreprises du pays : SinoHydro, Dongfang, China National Petroleum Corporation...etc...etc On leur reproche, avec raison, d'employer largement de la main d'œuvre chinoise.

Cependant, ces entreprises ont des contacts nombreux avec les responsables publics et privés des économies locales. L'Afrique Subsaharienne connaît une croissance économique de l'ordre de 5%<sup>25</sup>. Cela implique l'existence d'une nouvelle classe d'entrepreneurs, qui mènent cette croissance. Que ceux-ci œuvrent dans un contexte difficile avec corruption et déficiences de l'état de droit, est possible.

*Leurs interlocuteurs normaux sont d'autres entrepreneurs et non des fonctionnaires gérant des programmes d'aides ou des représentants d'ONG.*

*Ce sont nos industriels qui doivent être à la manœuvre.*

**Un dernier mot tiré de *Slate Afrique*, 19 juin 2012**

**« Le décollage économique de l'Afrique Subsaharienne est une réalité...L'Occident ferait bien d'y prêter attention »**

<sup>24</sup> AFD/Février 2012/ « Une compagnie pétrolière chinoise face à l'enjeu environnemental au Tchad »

<sup>25</sup> Etudes économiques et financières FMI-Perspectives économiques régionales –Afrique Subsaharienne avril 2011